

C'est l'impatience qui menace le Bénin

L'opinion d'une Québécoise qui conseille le président de ce pays sorti de 17 ans de dictature

MICHEL VENNE
LE DEVOIR

Cotonou - On ne travaille pas de la même manière en Afrique, là où le temps ne s'enfuit jamais, là où la tradition orale et les palabres l'emportent toujours sur la planification stratégique, comme a pu s'en rendre compte une Québécoise devenue par hasard conseillère spéciale du président de la République du Bénin Nicéphore Soglo.

Rollande Montsion, une petite femme énergique de 46 ans est prêtée depuis deux ans au Bénin par Hydro-Québec pour organiser la réforme administrative de la présidence. Le Bénin a pris en 1990 la voie de la démocratie et du libéralisme après 17 années de régime militaire marxiste.

Ce régime autoritaire a détruit les institutions, ruiné le secteur bancaire, éradiqué l'esprit d'entreprise et anéanti le sens de l'initiative. « Ils ont connu des moments où ils ne devaient rien dire, relate Mme Montsion. Ils n'allaient pas se mettre à avoir des idées soudainement. »

Mme Montsion est donc « l'étincelle » venue de l'extérieur que recherchait le président Soglo pour remettre de l'ordre dans sa maison. C'est le hasard qui mena la vice-présidente à la vérification d'Hydro-Québec à Cotonou.

Au début des années 1990, le fils du président, Léhady Soglo termine ses études en économie à Montréal. Il est en stage à Hydro-Québec où il est séduit par les méthodes de gestion de Mme Montsion. Au fil des mois, il parvient à lui faire rencontrer son père qui l'invite à son tour au Bénin et la convainc de devenir sa conseillère.

Après deux ans, Mme Montsion est convaincue d'une chose: ce qui menace les acquis de la transition démocratique, qui sont nombreux, c'est l'impatience.

En cinq ans, ce petit pays d'Afrique de l'Ouest qui compte à peine cinq millions d'habitants, « a fait des pas de géants », croit Mme Montsion. Les institutions démocratiques ont été mises en place. Les élections se sont bien déroulées. Les tribunaux sont à nouveau crédibles. Les fonctionnaires, rectés impayés pendant plus d'un an avant la fin du régime Kérékou, le sont de nouveau et les arriérés ont été versés.

Mais la situation est fragile. Et Mme Montsion craint que dans la hâte de réformer, le Bénin ne s'embourbe en essayant

de « montrer qu'on est plus capable qu'on l'est ». « Est-ce que le pays va avoir la patience de faire ce qu'il a à faire, tranquillement, sans être sous les feux de la rampe, comme l'ont fait les dragons asiatiques qui se sont fait oublier avant de ressusciter comme de puissants concurrents économiques », demande la conseillère?

L'impatience se comprend. La démocratie a ressuscité la critique des pouvoirs publics. Et malgré la relance du secteur bancaire et quelques progrès dans la culture du coton, le pouvoir d'achat des salariés, durement touché par la dévaluation du franc CFA, est au plus bas. Le renouveau démocratique suscite de nouvelles attentes matérielles.

Le président Soglo fait le tour du monde pour susciter le soutien des démocraties à son effort de réforme. La réussite du sommet de la Francophonie, qui vient de prendre fin à Cotonou, était pour lui un défi à surmonter pour faire la démonstration que le bon élève apprend vraiment vite et qu'il mérite ce soubien. L'aide internationale représente les trois quarts du budget de l'État.

Mais « quand on regarde l'état du pays, le Bénin aurait pu passer son tour », dit Mme Montsion qui se demande si le budget national pourra supporter le coût de l'entretien des infrastructures construites pour le sommet.

Carrière au fédéral

Musicienne et historienne, Mme Montsion a gravi les échelons de la fonction publique fédérale, tout en accumulant une formation *ad hoc* en gestion, avant d'aboutir à la société d'État québécoise. Au contact du monde politique béninois, elle constate que « ce n'est pas si différent des politiciens



Le président français Jacques Chirac, le chef de l'État béninois Nicéphore Soglo et le premier ministre Jean Chrétien ont pris la parole, hier, au cours d'une conférence de presse commune à l'issue du Sommet de Cotonou.

chez nous ». Les cachotteries, la mesquinerie des opposants, cela est tout à fait semblable. Mais beaucoup de choses sont différentes.

La notion du temps, par exemple. Pour eux, dit-elle, « le temps est une ressource renouvelable à volonté. Ils n'ont pas le sens de l'urgence ». De sorte qu'un problème peut traîner jusqu'à ce que l'on soit forcé d'y faire face. Alors c'est l'improvisation. La planification leur fait défaut. Ils reprennent toujours tout à zéro, ils refont toujours quelque chose comme si c'était la première fois. Il leur est difficile de tabler sur l'expérience antérieure.

L'écrit, pour eux, « n'est pas un outil de travail ». Ils vont demander des rapports, pour faire comme ailleurs, mais ils ne les liront pas. Mme Montsion a dû « réapprendre à travailler », dit-elle. « Au début, j'écrivais le compte rendu d'une réunion de travail pour qu'à la réunion suivante on reprenne là où on était arrivé. Mais je me suis rendu compte que la seule façon d'avancer, c'était de parler avec eux. »

Mais malgré des contraintes propres à l'Afrique, elle croit que les réformes avancent, au rythme d'ici, certes, mais dans la bonne voie. Il suffit d'être patient.